

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 20/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



MARONCELLI

Carrière PIOLENC
Ile des Rats
84420 PIOLENC

Références : D-00229-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement MARONCELLI implanté Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 PIOLENC. L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARONCELLI
- Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 PIOLENC
- Code AIOT dans GUN : 0006400408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société des Carrières Maroncelli, dont le siège social est situé 1495, Route Nationale 7 – à Sorgues, exploite une carrière alluvionnaire au lieu-dit « L'île des rats », sur la commune de Piolenc (84420). Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 (exploitation de carrières) et de l'enregistrement au titre 2515 (traitement des matériaux) de la nomenclature des ICPE. Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de l'inspection 2021 ;
- recollement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.3	/	Sans objet
Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.5	/	Sans objet
Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
Distances de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.3	/	Sans objet
évaluation des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.3	/	Sans objet
Émissions de poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.4.1	/	Sans objet
Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.3.8 -	/	Sans objet
eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.7.1.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 24/05/2012, article 7.6.2	Demande d'action corrective	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 1.5.1	/	Sans objet
Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article rticle 2.1.1	/	Sans objet
Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.2	/	Sans objet
Transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.5	/	Sans objet
Mesures de prévention en lien avec le PPRI de l'Aygues ...	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.8.2	/	Sans objet
Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article rticle 4.1.4	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 9 non-conformités au cours de cette visite. Ces constats

conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2012, article 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi écologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi écologique des milieux sera mis en place afin de vérifier les impacts réels des travaux, de vérifier la fonctionnalité des aires de nourrissage conservées ou recrées et d'ajuster les mesures de réduction des impacts au fur et à mesure du chantier ; il comprendra a minima :</p> <p>un suivi scientifique par compartiment biologique, à la fois sur le site de la carrière, ainsi que sur le site Natura 2000 situé à proximité, dès le début et tout au long de la durée de l'exploitation afin d'une part de veiller à la fonctionnalité et à l'état de conservation des habitats et des espèces, de suivre l'évolution de ces derniers et d'autre part, de caler les travaux en fonction du calendrier biologique des espèces.</p> <p>L'exploitation pourra évoluer en fonction des conclusions de ce suivi.</p>
<p>Constats : A la suite de l'inspection réalisée en 2021, la DREAL avait demandé que le suivi écologique des milieux au titre de l'année 2020 soit complété comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Établir d'éventuelles propositions d'évolution du suivi et des méthodes d'exploitation, en fonction de l'évolution constatée (ou non) des habitats et des espèces. Si cela n'est pas opportun, conclure et justifier de la suffisance des dispositions d'exploitation et d'atténuation actuelles, au regard des constats ; - Intégrer les observations portées sur le site Natura 2000 à proximité au suivi écologique. <p>En réponse, l'exploitant a transmis la notice ecomed du 22/11/2021 répondant à la demande.</p>
Observations : réponse satisfaisante, écart relevé lors de l'inspection 2021 clôturé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation. Les garanties financières sont gérées conformément aux dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement du 23/09/2021, d'un montant de 683 164€, valable jusqu'au 13/07/2024 conforme aux dispositions de l'annexe 1 de l'AP du 13/07/2021.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Information des tiers
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté
Constats : Deux panneaux ont été installés à l'entrée de la carrière en bordure de la RD 237, mentionnant les informations prévues par l'arrêté.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,- Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le jour de l'inspection, un contrôle par sondage du bornage a été effectué. Il a été constaté que certaines bornes permettant de déterminer le périmètre de l'autorisation n'étaient plus présentes ou visibles au niveau de la zone sud est en cours d'extraction, sur la zone de "l'Ile aux Rats" (notamment les bornes 107 à 114 mentionnées sur le plan d'exploitation du 25/01/2022).
Observations : L'exploitant doit, sous 2 mois, remettre en place les bornes nécessaires à la détermination du périmètre de l'autorisation, a minima sur la zone en cours d'extraction de l'Ile aux Rats (les bornes sur la future zone de "Martignan ouest" devant être implantées en tout état de cause avant réalisation des premières opérations d'exploitation).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières

Prescription contrôlée :

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers, et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. Le danger est signalé par des pancartes placées :

- Sur le ou les chemins d'accès aux abords de la carrière,
- À proximité des zones clôturées.

Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses, ripisylves...) ne sont pas concernées par cette prescription.

L'entrée de la carrière est matérialisée par un portail interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Constats : La zone de décantation des boues de lavage, présentant un risque d'enlèvement, n'est pas clôturée et ne comporte qu'une seule pancarte signalant le risque.



Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, mettre en place une clôture solide et efficace autour de la zone de décantation des boues de lavage, présentant un risque d'enlèvement, ainsi que des pancartes signalant le risque.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent article 2.1. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières. La mise en service de l'installation est subordonnée à la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe 1. du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas notifié au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Toutefois, un acte de cautionnement du 23/09/2021 d'un montant de 683 164€, valable jusqu'au 13/07/2024, a été transmis aux services préfectoraux.
Observations : L'exploitant doit notifier à monsieur le préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation dès que possible, après vérification de la mise en place de l'ensemble des aménagements préliminaires définis à l'article 2.1 de son arrêté d'autorisation, pour la zone en cours d'exploitation. Cette notification pourra préciser la date de réalisation des aménagements à mettre en place, préalablement aux premières opérations sur la future zone d'extraction de Martignan ouest.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Décapage des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Décapage des terrains
Prescription contrôlée : Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le volume des terres de découverte s'élève à environ 5 415 000 m³ pour toute la durée d'exploitation de la carrière. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Il est réalisé à la pelle mécanique pour garantir la protection d'éventuels vestiges archéologiques. L'ensemble des terres de découvertes sera dans tous les cas, stocké de manière distincte en fonction des horizons humifères et des qualités pédologiques puis réutilisé lors de la remise en état finale du site et remise en sens inverse de leur décapage. Les terres peuvent être redistribuées sur des zones déjà remblayées, sans stockage intermédiaire. De fait, le site ne dispose que d'un faible volume de stocks de terres de découvertes. Le décapage des terrains est interdit du mois de mars au mois d'août inclus.
Constats : Les opérations de décapage n'ont pas encore été réalisées de manière sélective, sur la zone en cours d'exploitation, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.
Observations : L'exploitant doit, dès les prochaines opérations de décapage sur la zone en cours d'extraction, réaliser ces dernières de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Patrimoine archéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Patrimoine archéologique
Prescription contrôlée : La réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région, en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive, dans le respect de l'arrêté préfectoral du 04 novembre 2019 sus-visé. En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant doit prendre toute disposition pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes doivent être déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté le jour de l'inspection la convention passée avec le conseil départemental de Vaucluse du 8 février 2022, qui encadre les recherches sur les premières zones concernées par les travaux d'extraction (zones PQ1 et PQ2), ainsi que le procès-verbal de fin de chantier du 13 avril 2022.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distances de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Distances de sécurité

Prescription contrôlée :

Une bande réglementaire minimale de 10 mètres est préservée en limite de propriété. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur. [...]

Constats : La bande des 10 mètres n'est pas respectée à proximité de la zone en cours d'extraction, à l'est du périmètre autorisé (près de la borne n°113).



Borne n°113

Observations : L'exploitant doit, sous 15 jours, reconstituer la bande des 10 mètres à proximité de la zone en cours d'extraction, à l'est du périmètre autorisé (près de la borne n°113).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transport des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Transport des matériaux
Prescription contrôlée : [...] Le revêtement des chemins d'accès à la carrière depuis les routes départementales est de type « bicouche », enrobé ou similaire. Ces chemins sont maintenus constamment en état et nettoyés de manière à éviter des entraînements de matériaux sur la voie publique. [...]
Constats : Le revêtement du chemin d'accès à la carrière depuis la route départementale 237 est en enrobé. L'inspection a constaté qu'il était en état et exempt de dépôts.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures de prévention en lien avec le PPRI de l'Aygues ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 2.3.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de prévention en lien avec le PPRI de l'Aygues ...
Prescription contrôlée : Le risque inondation doit faire l'objet d'un affichage et d'un plan de gestion de crise appropriés. Les clôtures ne doivent pas créer d'obstacle à l'écoulement des eaux. Les installations nécessaires à l'exploitation de la carrière doivent être déplaçables ou ancrées afin de résister à la pression de l'eau jusqu'à la cote de référence et aux effets d'entraînement résultant de la crue de référence. Les citernes, cuves ou bouteilles quine peuvent pas être déplacées ou surélevées à + 0,20m au-dessus de la cote de référence sont arrimées à un massif de béton servant de lest. Les orifices non-étanches et événements sont situés au-dessus de la cote de référence. Tout nouveau gros équipement électrique et matériel sensible à l'eau (tableau électrique, programmeur, module de commande, centrale de ventilation, climatisation, etc.) est calé au minimum à + 0,20m au-dessus de la cote de référence. Surverse en rive gauche de l'Ayques Afin de réduire la vulnérabilité vis-à-vis du risque inondation, l'exploitant aménage une surverse au Nord-Est du site, correspondant à la zone de débordement de l'Aygues lors des crues. Pour ce faire, l'exploitant prend l'attache du Syndicat mixte d'Éygues en Aygues pour valider l'implantation, la conception et les caractéristiques techniques de cet aménagement.
Constats : Ces prescriptions sont applicables à la zone Martignan ouest, qui n'est pas encore exploitée. Les installations n'ont pas encore été mises en place sur cette zone qui conserve actuellement sa vocation agricole. De même, le plan de gestion n'a pas encore été réalisé.
Observations : Le plan de gestion devra être rédigé avant la réalisation des premiers aménagements et la mise en exploitation de la zone Martignan Ouest, afin de décrire les dispositions préventives et organisationnelles mises en place en cas de crue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article rticle 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Voies de circulation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières : <ul style="list-style-type: none">- les pistes fixes, définies en accord avec l'inspection des installations classées, sont revêtues d'un enrobé bitumineux ou équivalent, propre à limiter les envols de poussières. Elles sont équipées d'un système d'arrosage fixe et sont nettoyées très régulièrement (raclage, aspiration, balayage, arrosage fixe, .), les boues résultantes sont dirigées vers les fossés latéraux ;- les zones de roulage non revêtues d'un enrobé bitumineux (Voies de circulation, carreau de la carrière) sont humidifiées autant que nécessaire au moyen d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux ;- la vitesse des engins sur les pistes non-revêtues est adaptée pour limiter les émissions de poussières.
Constats : Les pistes sont revêtues depuis l'accès au niveau de la route départementale jusqu'au au pont bascule. Un arrosage fixe est présent sur la piste au sein de la carrière. Concernant les pistes non revêtues, l'exploitant fait appel à un prestataire pour la mise à disposition d'une arroseuse mobile (factures d'avril à septembre 2021 présentées) lors des épisodes de grand vent. Des canons fixes sont également présents sur plateforme des stocks. La vitesse des engins est limitée à 20km/h sur le site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : évaluation des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, évaluation des émissions de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés : <ul style="list-style-type: none">- les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés,limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;- la liste des pistes revêtues ;- les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;- les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé le dossier prescrit à l'article 4.3 de son arrêté d'autorisation, relatif à ses émissions de poussières.
Observations : L'exploitant doit, sous 2 mois, réaliser le dossier prescrit à l'article 4.3 de son arrêté d'autorisation, relatif à ses émissions de poussières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Émissions de poussières diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de poussières diffuses
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des plaquettes de dépôt. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier demandé à l'article 4.3. Un plan sur lequel est reporté l'emplacement des plaquettes est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le positionnement des points de suivi est fonction de la disposition des matériels de l'unité de traitement des matériaux et des conditions climatiques locales
Constats : L'exploitant a mis en place un réseau de suivi des retombées de poussières, via des plaquettes (4 points de mesures, rapport du 6 janvier 2022 relatif aux mesures effectuées en 2021 présenté). Toutefois, le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités ne sont pas décrits dans le dossier demandé à l'article 4.3, qui n'a pas été réalisé.
Observations : L'exploitant doit, sous 2 mois, réaliser le dossier prescrit à l'article 4.3, décrivant notamment le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.3.8 -

Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de rétention

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. À cet effet, l'exploitant dispose d'un bassin de rétention de 120 m³, à proximité de l'installation de traitement. Les orifices d'écoulement du bassin de rétention sont en position fermée par défaut. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées et dûment autorisées. Toutefois, en l'absence de pollution préalablement caractérisée et après accord de l'inspection des installations. classées, ces eaux pourront être rejetées au milieu naturel dans le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 5.5.1.

Constats : La présence du bassin de rétention a pu être constatée le jour de l'inspection. L'exploitant a présenté un reportage photographique relatif à la réalisation du bassin, ainsi qu'une feuille d'emargement du 19 février 2020 pour la formation du personnel à l'utilisation de la vanne guillotine associée, afin de confiner les eaux en cas d'incendie.



Toutefois, le bassin de rétention est utilisé également pour la rétention des eaux de lavage de certains tapis de l'installation de traitement de matériaux. Ainsi, la vanne de fermeture du bassin est maintenue en position ouverte par défaut et non fermée comme prévu par l'arrêté, afin que ces eaux résiduelles puissent être évacuées. Par ailleurs, cette vanne est maintenue ouverte, afin de permettre l'évacuation des eaux de pluie recueillies gravitairement en cas d'orage.

Observations : L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet la modification des conditions de fonctionnement de son bassin de rétention des eaux incendie. En outre, le dossier devra justifier que le volume résiduel du bassin, une fois déduit le volume "mort" potentiellement occupé par les eaux de lavage ou les eaux pluviales, est suffisant pour recueillir les 120m³ d'eaux d'extinction. Les dispositions organisationnelles mises en place en cas d'incendie devront également être précisées (procédure, formation du personnel,...).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 8.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

[...] D'un point d'eau Naturel ou Artificiel (PENA) offrant une réserve incendie de 120 m³, dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils, situé sur la partie de la carrière « L'Ile des rats à Piolenc ». [...]

Le point d'eau d'incendie (PEI) doit être validé et réceptionné par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Vaucluse. [...]

Constats :

La présence de la réserve incendie de 120 m³ a été constatée, ainsi que d'une prise d'aspiration. Toutefois, la réception par le SDIS 84 n'a pas encore été réalisée.



Observations : L'exploitant doit transmettre à la DREAL le procès-verbal du SDIS dès réception.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2021, article 5.71.3

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres et fréquences suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Mensuel	
Température	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90008
Conductivité	Semestrielle	
Turbidité	Semestrielle	
Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203
Métaux totaux	Semestrielle	
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	NF EN 872
DBO5	Semestrielle	
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)
Fer total et dissous	Semestrielle	
Manganèse total	Semestrielle	
Acrylamide, monomère et ses dérivés	Semestrielle	

[...]

Constats : L'exploitant dispose du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines prévu à l'article 5.71.1 de son arrêté d'autorisation, constitué de 7 piézomètres sur la zone de "l'île aux rats" en cours d'exploitation et de 6 piézomètres sur la zone de "Martignan Ouest" (cf. rapport GE Media 2020/2021).

Toutefois, les mesures semestrielles, imposées par l'article 5.71.3, ne sont réalisées que sur 3 piézomètres sur la partie nord « l'île aux rats » et sur 2 piézomètres sur la partie sud « martignan ouest » non encore exploitée (cf. rapport Pronetec du 26/10/2021). L'exploitant ne réalise donc pas la surveillance semestrielle sur l'ensemble de son réseau de surveillance, seule la mesure des niveaux piézométriques est réalisée sur l'ensemble des ouvrages.

Observations : L'exploitant doit réaliser les prochaines mesures semestrielles sur l'ensemble de son réseau de surveillance des eaux souterraines, telles que prévues par son arrêté d'autorisation.

L'inspection rappelle également que toute modification notable des conditions d'exploitation, telle que la modification du suivi des eaux souterraines, doit faire l'objet au préalable d'un porter à connaissance au Préfet, accompagné de tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet